

# **REPONSE A LA CONSULTATION DE LA COMMISSION EUROPEENNE SUR L'INTERCONNEXION DES REGISTRES DU COMMERCE**

**par le  
Greffe du Tribunal de Commerce de Paris  
1, quai de la Corse  
75004 Paris**

**Janvier 2010**

---

## **Introduction**

1. Etat des lieux des registres du commerce en Europe compétents pour la collecte et la diffusion des informations sur les entreprises.
  2. L'accès à l'information légale sur les entreprises au sein de l'Union européenne.
  3. Les pistes à explorer pour un meilleur accès aux informations sur les entreprises, un renforcement de la sécurité juridique au sein de l'Union européenne se traduisant par un développement de la coopération entre registres des Etats de l'Union européenne.
- 

La Commission européenne a lancé une consultation publique sur les évolutions qui permettraient de « garantir un meilleur accès aux informations sur les sociétés et de renforcer la sécurité juridique en ce qui concerne les opérations transfrontalières dans l'U.E. ». (Communiqué du 5 novembre 2009 IP/09/1677)

## **1 - Etat des lieux des registres du commerce de l'UE responsables de la collecte et de la diffusion des informations sur les entreprises**

<sup>1</sup> Dans le cadre de l'information de ses partenaires et des utilisateurs de l'information légale, le greffe du Tribunal de commerce de Paris a réalisé plusieurs études sur les registres du commerce en Europe. Parmi celles-ci le « Guide des formalités aux registres du commerce de 36 pays dans le monde », publié en 2004, présente les législations et pratiques nationales inhérentes à la tenue des registres de 36 pays (<http://www.greffe-tc-paris.fr/international/info.htm>).

**Pour ce qui concerne la diffusion des informations**, les Registres du commerce des Etats de l'Union présentent des particularités mais aussi des points communs. Ces différents éléments correspondent d'une part, aux exigences, spécificités et traditions de la culture juridique nationale de chaque pays, et d'autre part, à une adaptation de tous les Etats membres aux principes de la directive 2003/58/CE du 15 juillet 2003 modifiant la directive 68/151/CEE en ce qui concerne les obligations de publicité de certaines formes de sociétés.

---

<sup>1</sup> En France, les greffiers des tribunaux de commerce assurent la mission de diffusion des informations légales relatives au registre du commerce et des sociétés. En amont de cette diffusion, chaque greffe de commerce reçoit, contrôle, valide juridiquement, et met en ligne ces informations.

Conformément aux textes européennes, chaque Etat de l'Union dispose de registres du commerce responsables du recueil des formalités légales et des informations comptables des entreprises, et de l'organisation de la diffusion de ces informations.

Selon les Etats, les entités responsables des Registres du commerce et de la diffusion des informations sont :

- Un ou des greffier(s) de tribunal de commerce, sous statut administratif ou privé officier public et ministériel : tel est le cas en Allemagne, Autriche, Espagne, Estonie, Hongrie, France<sup>1</sup>, Pologne, au Portugal, en Slovaquie, Slovénie, République Tchèque (la Suisse et Gibraltar suivent le même modèle)
- La combinaison de plusieurs entités, greffier(s) de tribunal de commerce et organisme gouvernemental ou chambre de commerce : Luxembourg et Belgique
- Une agence gouvernementale : Chypre, Finlande, Irlande, Lettonie, Malte, Norvège, Royaume Uni, Suède
- Le ministère de l'industrie et du commerce : Danemark
- La chambre de commerce : Bulgarie, Pays-Bas, Italie, Lituanie, Roumanie,

L'ensemble de ces registres diffuse les informations sur les entreprises sous format papier et électronique via Internet. Ils délivrent sur support papier des certificats d'immatriculation, des copies des statuts des entreprises et de leurs comptes annuels. Certains registres délivrent également des informations sur les difficultés économiques des entreprises traitées judiciairement.

### **On notera des écarts certains d'un Etat membre à l'autre quant à la fiabilité, à la fraîcheur et à l'exhaustivité des informations diffusées.**

Dans certains pays, les informations contenue au registre sont celles recueillies au jour de l'immatriculation de l'entreprise, elles font parfois l'objet d'une mise à jour annuelle.

Dans d'autres, les informations sont mises à jour en temps réel et enrichies au fur et à mesure des événements touchant la société, constituant ainsi de véritables photographies de l'entreprise au jour de la consultation du dossier de l'entreprise.

Les registres tenus par des greffiers publient, en raison de leur double compétence juridique et judiciaire, une information, contrôlée juridiquement et à jour sous un très court délai, comprenant les données légales, comptables et éventuellement judiciaires sur les entreprises. De ce fait, les registres des pays où le contrôle juridique est obligatoire publient des informations opposables aux tiers.

Les registres tenus par des entités sans compétence judiciaire ne publient que les informations légales et les rapports financiers. Souvent, l'information y est recueillie à l'aune de la « bonne foi » du déposant et ne fait l'objet d'aucune vérification juridique.

Enfin, les sanctions des entreprises pour manquement aux obligations légales de publicité, notamment en matière de non-dépôt des documents comptables, varient fortement d'un Etat à l'autre.

## **2 - L'accès à l'information légale, financière et judiciaire sur les entreprises au sein de l'Union européenne**

Aujourd'hui, tous les registres du commerce des Etats de l'Union européenne disposent d'un site Internet. Tous diffusent en ligne sur leur propre site et/ou via un site régional ou encore national et, à de rares exceptions près, en langue anglaise en plus de la langue nationale.

Dans leur grande majorité, les sites des registres du commerce permettent de vérifier directement et gratuitement l'inscription d'une entreprise au registre (c'est à dire de s'assurer de son existence légale) ainsi que d'accéder à des informations telles que le numéro de l'entreprise, son adresse, ou à des chiffres clés sur le chiffre d'affaires avec le

résultat annuel de l'entreprise. Les documents déposés et les informations légales des entreprises sont accessibles à des tarifs variables et réservés aux utilisateurs payants, qui, une fois le règlement en ligne effectué peuvent visualiser à l'écran les documents commandés et opter pour un envoi sur support papier.

**Tous les sites officiels des registres du commerce des Etats membres de l'Union européenne sont directement accessibles sur Internet.**

Ils sont également répertoriés sur les sites :

- du Greffe du tribunal de commerce de Paris, [www.greffe-tc-paris.fr](http://www.greffe-tc-paris.fr) à la page <http://www.greffe-tc-paris.fr/international/moteur.htm>,
- le site de diffusion nationale des informations sur les entreprises des Greffiers des Tribunaux de commerce de France, [www.infogreffe.fr](http://www.infogreffe.fr),
- le site du Registre du commerce du Canton de Saint Galle en Suisse, [http://www.handelsregister.sg.ch/home/ganze\\_welt.html](http://www.handelsregister.sg.ch/home/ganze_welt.html).

**L'entité European Business Register a mis en place le site [www.ebr.org](http://www.ebr.org) qui référence des sites web officiels ou privés diffusant des informations sur les entreprises :**

- certains de ces sites sont des registres du commerce officiels d'Etats européens ou de pays tiers qui ont donné leur accord et qui sont à la source de l'information, c'est notamment le cas pour l'Espagne, la France, le Royaume-Uni, ou les Pays-Bas, etc ...
- d'autres sont des sites émanant de sociétés privées. C'est notamment le cas pour l'Autriche où l'émetteur est Telekom Austria AG, la Belgique où l'émetteur est Coface Services Belgium, ou encore l'Allemagne où l'émetteur est Bundesanzeiger Verlagsgesellschaft mbH, etc ...

Pratiquement, [www.ebr.org](http://www.ebr.org) re-route les visiteurs qui le souhaitent vers l'un des 24 sites référencés. Pour bénéficier du service spécifique d'EBR, les visiteurs doivent au préalable payer un droit d'accès de 122€ au minimum. Une fois ce droit d'entrée réglé, l'internaute devra acquitter divers tarifs en fonction du document recherché et de son pays d'origine.

**3 - Pistes à explorer pour un meilleur accès aux informations sur les entreprises au sein de l'Union européenne et une coopération accrue entre les registres du commerce de l'UE**

Compte-tenu, d'une part, de l'objet de la présente consultation qui vise à :

- « garantir un meilleur accès aux informations sur les sociétés ».
- « renforcer la sécurité juridique en ce qui concerne les opérations transfrontalières dans l'UE »,

et d'autre part,

- de l'état des lieux de la diffusion des informations sur les entreprises présenté dans les parties 1 et 2 de la présente contribution,

il apparaît clairement que les informations sur les entreprises au sein de l'Union européenne sont parfaitement accessibles dans la langue nationale et en anglais, en ligne sur les sites des registres du commerce des Etats membres.

### 3.1- Afin de « garantir un meilleur accès aux informations sur les sociétés », nous présentons les suggestions suivantes :

#### PROPOSITION N°1

Compte tenu de la démarche de généralisation du concept de « Guichet unique », du mouvement de réduction des coûts administratifs à la charge des entrepreneurs encouragé par les institutions européennes, et, pour garantir un meilleur accès aux informations légales, financières et judiciaires sur les entreprises : il conviendrait de :

- Placer en ligne sur le site de la Commission européenne, dans la partie ([http://ec.europa.eu/internal\\_market/imi-net/about\\_fr.html](http://ec.europa.eu/internal_market/imi-net/about_fr.html)) dans le Système d'Information sur le Marché intérieur prévu à cet effet, **un Atlas des Registres du Commerce de chaque Etat Membre** qui présenterait dans toutes les langues de l'Union le socle juridique du droit du Registre du commerce en vigueur dans cet Etat et listerait l'ensemble des sites officiels. Cet Atlas serait élaboré sur le modèle de l'Atlas Civil Judiciaire :

([http://ec.europa.eu/justice\\_home/judicialatlascivil/html/epo\\_information\\_fr.htm?countrySession=2&](http://ec.europa.eu/justice_home/judicialatlascivil/html/epo_information_fr.htm?countrySession=2&)) qui constitue un outil unique apprécié de tous les acteurs de la Justice.

#### PROPOSITION N°2

La mise en place de l'Atlas sur les registres du commerce pourrait s'enrichir d'une sous-rubrique consacrée limitativement **aux sociétés commerciales de l'Union européenne** qui présenterait pour chaque société consultée **dix informations clés** mises en ligne par les différents Registres du commerce de chaque Etat membre et, **le lien vers le ou les sites nationaux** répertoriant la société recherchée.

Les nouvelles technologies permettent aisément aux Etats membres de diffuser leurs informations vers l'Atlas par la mise en place de webservices ne nécessitant que de faibles investissements et une maintenance peu onéreuse. Cela permettrait de plus de garantir l'authenticité de l'information diffusée.

**Les dix informations clés** sur les sociétés commerciales inscrites aux registres du commerce des Etats de l'Union pourraient être les suivantes :

- Dénomination
- Numéro d'immatriculation
- Registre du commerce, ville et pays, coordonnées (adresse, téléphone, mail, site web)
- Forme juridique
- Activités (nomenclature européenne)
- Adresse du siège social de la société ou adresse de l'établissement
- Date d'immatriculation
- Dernier montant du chiffre d'affaires
- Dernier montant du résultat
- Eventuelle date de radiation

### PROPOSITION N°3

Afin de faciliter les recherches relatives aux sociétés commerciales immatriculées dans plusieurs pays européens pour leurs succursales, il semblerait utile de **créer un numéro d'identification unique** qui permettrait de faciliter les recherches relatives à ces sociétés.

**3.2 - Afin de « renforcer la sécurité juridique en ce qui concerne les opérations transfrontalières dans l'UE », nous présentons les deux propositions susceptibles d'améliorer la qualité de l'information d'une part, et la communication inter-registre d'autre part :**

### PROPOSITION N°4

Pour garantir la sécurité juridique des opérations transfrontalières, il conviendrait de **renforcer le socle commun juridique de traitement des informations légales**, des entreprises par l'astreinte à des obligations de responsabilité quant à la fiabilité des informations diffusées.

La sécurité juridique des opérations transfrontalières repose sur une garantie de la fiabilité des informations sur les entreprises. Les conditions permettant de garantir cette fiabilité sont les suivantes :

**Mettre en place un groupe de travail qui aurait pour mission de proposer des pistes afin de normaliser les modes de tenue des Registres du commerce (concernant les sociétés commerciales exclusivement) des Etats de l'Union au travers de la généralisation des trois pratiques suivantes :**

**1- Réflexion sur le contrôle juridique** des informations déposées par les entrepreneurs au registre du commerce de leur ressort,

**2- Instauration d'un lien permanent entre le Registre du commerce et les instances judiciaires commerciales** afin d'enrichir les informations légales et comptables des entreprises, des informations d'ordre judiciaire relatives aux éventuelles procédures liées aux difficultés économiques dont les entreprises auraient fait l'objet.

**3- Mise à jour des informations légales** des dossiers d'entreprises enregistrées par les registres du commerce de l'Union européenne, se traduisant concrètement par au moins un échange d'informations avec le Registre officiel chaque année.

La mise en pratique de ces évolutions ne devrait pas remettre en cause la politique tarifaire ou les durées de traitement des dossiers des registres, ces pratiques étant déjà en vigueur au sein de plusieurs Etats membres tels que l'Allemagne, l'Autriche, le Luxembourg ou la France, où les délais de traitement sont de 24 heures et les tarifs équivalents à ceux de leurs homologues européens.

## PROPOSITION N°5

Pour garantir la sécurité juridique les opérations transfrontalières, il conviendrait de normaliser les échanges entre registres du commerce dans le cadre des opérations transfrontalières.

La sécurité juridique des opérations transfrontalières repose d'une part, sur la qualité et l'efficacité des interactions entre Registres du commerce de différents Etats membres, et d'autre part, sur l'adoption et la connaissance réciproque par les registres d'un socle minimal de règles communes relatives aux modalités pratiques.

**Pour renforcer l'efficacité des interactions entre Registre du commerce, il serait utile de mettre en ligne sur l'Atlas des Registres du Commerce de chaque Etat Membre évoqué dans la proposition 1, une plateforme web d'interopérabilité des notifications entre Registre du commerce des Etats membres.**

La version bêta créée dans le cadre du projet AEQUITAS<sup>2</sup> pourrait servir d'exemple.

Pour dynamiser la communication entre Registres du commerce, il serait utile de procéder par étape, en organisant des opérations pilotes entre pays partageant les mêmes langues, opérations susceptibles d'être expérimentées par la suite à plus grande échelle.

Des expérimentations devraient sur ce point pouvoir être rapidement mises en place de façon bilatérale, voire multilatérale entre les gestionnaires de registres.

---

<sup>2</sup> Pour mémoire, le projet AEQUITAS financé par la Commission européenne dans le cinquième programme cadre, a été mené de 2001 à 2003 et a mis en place à titre expérimental une plateforme électronique d'échange de documents entre opérateurs juridiques et judiciaires européens du droit commercial intervenants notamment dans le cadre de l'enregistrement de la Société Européenne (SE) et des notifications inter-registres du commerce et opérateurs juridiques.  
(<http://cat.inist.fr/?aModele=afficheN&cpsidt=14635342>)